

La Toile francophone Vendredi 5 février 2010

L'enjeu de la reconstruction d'Haïti

Par Nicolas Dufour

Rôle du gouvernement, apport de la diaspora, poids des Etats-Unis, liens entre nations et ONG: tout est à préparer pour rebâtir le pays

«Refonder une nation», résumait le sociologue Laënnec Hurbon [lundi dernier dans Le Temps](#). Même si, trois semaines après le séisme en Haïti, l'heure reste aux secours d'urgence, les interrogations se multiplient, à propos de la manière dont le pays peut être reconstruit.

Questions de principe, d'abord. [Publié à Montréal dans Le Devoir](#), un manifeste signé par un collectif de 17 auteurs haïtiens québécois plaide pour une «reconstruction avec et pour Haïti». Avant tout, effacer la dette. Et puis, «il faut absolument éviter que l'aide internationale massive nécessaire à la reconstruction d'Haïti devienne une assistance à la production durable d'assistés dans un État durablement dépendant».

Entre autres, les signataires soulignent «l'obligation pratique de la cogestion dans la mise en œuvre de la politique de reconstruction, en raison du rôle de coproducteur que doivent jouer les autorités nationales et les délégations internationales», et «l'importance vitale d'en finir avec le système d'exclusion sociale qui produit sans cesse des moun andeyò – monde en dehors de l'attention de l'État – et d'opter résolument pour une politique d'intégration nationale». Les écrivains et professeurs insistent: «Ce serait gaspiller l'aide internationale et toute la solidarité citoyenne partout mobilisée à tous les niveaux, si l'on se contentait de refaire une copie neuve sur papier vélin de la société d'avant le séisme.»

Du Québec aussi, [sur le portail Cyberpresse](#), Gabriel Laroche, économiste retraité de la fonction publique, met l'accent sur l'importance de la diaspora dans les efforts à venir. En se basant sur des calculs de la Banque interaméricaine de développement (BID), il estime que les transferts directs des Haïtiens de l'étranger vers leurs proches restés au pays ont atteint 1,65 milliards de dollars US en 2009. En tenant des dons en nature, on friserait les deux milliards, soit près de 30% du produit national brut. En 2008, l'aide internationale atteignait 912 millions de dollars US.

Gabriel Laroche tire sa conclusion: «Si c'est en raison et à proportion de leurs déboursés (et c'est bien le cas) que les donateurs insistent pour être partie prenante à la gestion de la reconstruction, alors la diaspora est tout à fait qualifiée pour être considérée, elle aussi, comme un interlocuteur majeur.»

Eclairage intéressant, au moment où le débat s'enflamme sur les intentions prêtées à l'administration Obama dans son empressement à dépêcher une aide massive. Ce jeudi, couronnant un dossier spécial sur Haïti, [L'Humanité résumait les craintes](#) des sceptiques: «Même s'il faut saluer et se féliciter de l'aide des Etats-Unis, il serait inacceptable que cet insupportable drame serve de prétexte aux dirigeants nord-américains pour occuper l'île afin d'en faire l'une de leurs bases stratégiques.»

Pas sûr. «S'il devait y avoir un calcul politique de la part de Washington», [écrivait Le Temps](#) le 18 janvier, «il est sans doute plus de nature interne aux Etats-Unis que d'une quelconque stratégie pour s'emparer du contrôle de l'un des pays les plus pauvres du monde. Les démocrates ont à cœur de montrer qu'ils sont différents des républicains dont la gestion du cyclone Katrina s'était avérée catastrophique.»

[Dans Les Echos](#), l'analyste Dominique Moïsi s'interrogeait récemment: «En l'absence d'une force de l'ONU crédible et face à l'effondrement au sens propre d'un des Etats les plus pauvres et les plus

faibles du monde, existait-il une alternative à l'engagement musclé, mais efficace des forces américaines ? Leur intervention n'a pas été perçue par une majorité d'Haïtiens comme marquant le début d'une invasion, mais au contraire comme le début d'une délivrance face à une situation de détresse et de solitude absolue.»

[L'Humanité, de son côté, poursuit](#): « Après la conférence de Montréal [le 25 janvier], nous souhaitons la réussite de celle pour la reconstruction qui aura lieu à New York [les 22 et 23 mars]. Mais, cette reconstruction ou plutôt cette construction nouvelle doit se faire à partir des besoins des populations et avec leur participation. Son objectif ne peut être qu'un développement stable, durable, solidaire, dans le respect scrupuleux de la souveraineté politique et économique du peuple d'Haïti.»

Un point souvent évoqué, et qui, chez certains, amène tout de suite une nuance: le manque de crédibilité du président, déjà constaté avant la catastrophe, accru depuis. [L'envoyé spécial du Figaro écrit](#): «La reconstruction d'Haïti promet d'être acrobatique. D'une faiblesse chronique, l'État a perdu avec le séisme ses acquis les plus récents. Ses services de douanes et d'impôts, qui constituaient ses principales sources de financement, ont disparu. Son président, René Préval, souffre d'un déficit de crédibilité.»

A Davos, Bill Clinton – envoyé spécial de l'ONU pour Haïti –, appelait les grands patrons à nouer un «partenariat global». « L'investissement en Haïti doit être vu comme «une occasion de faire des affaires», et non comme une forme d'assistance, a plaidé l'ancien président américain», [selon Le Monde](#). Qui s'empressait de rappeler que faire des affaires, ce n'est «pas si simple, si l'on en croit un rapport de la Banque mondiale qui étudie la réglementation des affaires dans 183 pays du monde. Haïti y figure au 151e rang. «Il est très difficile de réaliser des transactions en Haïti et les droits de propriété y sont très mal protégés, décrit Sylvia Solf, l'une de ses rédactrices. Il faut obtenir le feu vert de nombreuses agences et des plus hautes autorités de l'Etat pour démarrer une activité: cela prend 195 jours en moyenne!» Les délais y sont aussi parmi les plus élevés au monde pour obtenir un permis de construire, le raccordement à l'électricité et au téléphone.»

[Le reporter du Figaro ajoute](#) une donnée supplémentaire à l'équation: l'enchevêtrement des acteurs, autorités et organisation. «Sur le terrain, la concurrence entre organismes internationaux, pays donateurs et ONG s'annonce rude. Elle pourrait tourner à la foire d'empoigne, tant les rivalités et les divergences sont fortes. Les Nations unies entendent conserver et accroître leurs prérogatives. Les États-Unis ont décidé d'exercer leur leadership. Les Canadiens jouent leur propre carte. Les Européens manquent parfois d'unité. [...] L'île, qui compte déjà l'une des plus fortes densités d'humanitaires au kilomètre carré, risque aussi de se transformer dans quelques mois en barnum de la charité. L'afflux de mouvements caritatifs va aspirer les cadres locaux de bon niveau qui n'ont pas pris le chemin de l'exil. Reste que la mobilisation générale a le mérite de faire d'un pays laissé au bord de la route un enjeu.» Et quel enjeu.

Chaque vendredi, une actualité de la francophonie dans «La Toile francophone», sur www.letemps.ch